

LA LETTRE DE L'ACTIONNAIRE

Sommaire - **2 RÉSULTATS** • Les résultats du 2^e trimestre 2013 - **4 REPÈRES** • Formations • Agenda • Société Générale en chiffres • Vie de l'action - **5 STRATÉGIE** • Russie : une stratégie de croissance rentable en ordre de marche - **6 CONJONCTURE** • Politiques monétaires : l'arsenal non conventionnel déployé **8 INNOVATION & RSE** • Une expérience collaborative unique lancée sur les enjeux du numérique • La Semaine de la Citoyenneté 2013 réunit plus de 10 000 collaborateurs !



Frédéric Oudéa,
Président-Directeur général

© Michel Labelle

Édito

Cher actionnaire,

Société Générale a enregistré une bonne performance de ses métiers au premier semestre 2013, s'appuyant sur la transformation conduite depuis plusieurs années pour les adapter à un nouvel environnement économique et réglementaire, et la qualité de ses fonds de commerce.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 1,3 milliard d'euros ce semestre. Retraité des éléments non-économiques, non-récurrents et des actifs gérés en extinction, il s'établit à près de 2 milliards d'euros.

Les revenus des Réseaux France sont en croissance, tirés par une forte collecte de dépôts, malgré des taux d'intérêt très bas, une demande de crédit toujours faible en France et un environnement économique ralenti. Les Réseaux internationaux poursuivent leurs efforts d'adaptation et enregistrent une collecte dynamique de dépôts. Les revenus des Services financiers spécialisés et Assurances continuent leur progression, soutenus par la dynamique persistante des métiers de l'Assurance, et le maintien d'un bon niveau de marge dans les Services financiers spécialisés. La Banque de financement et d'investissement extériorise une performance très satisfaisante, notamment dans les activités de marché, et concrétise son positionnement de leader dans les financements structurés et les émissions sur les marchés de dette. La reprise se confirme dans les activités de Banque privée, ce qui permet aux revenus du pôle Banque privée, Gestion d'actifs et Services aux investisseurs de conclure le trimestre en forte progression, dans un contexte globalement défavorable pour les activités de courtage, en cours de réorganisation.

CHIFFRES CLÉS

2^e TRIMESTRE 2013

6,2 Md EUR⁽¹⁾ (+ 2,3 % vs. T2-12)
PRODUIT NET BANCAIRE

1 117 M EUR⁽¹⁾ (+ 38,7 % vs. T2-12)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

10 %⁽¹⁾
RENTABILITÉ DES FONDs PROPRES (ROE)

955 M EUR (x 2,2 vs. T2-12)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE COMPTABLE

9,4 % RATIO CORE TIER 1 BÂLE 3
OBJECTIF DE RATIO PROCHE DE 9,5 %
À FIN 2013 SÉCURISÉ

1^{er} SEMESTRE 2013

2 Md EUR⁽¹⁾
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

1,3 Md EUR
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE COMPTABLE

1,53 EUR⁽²⁾
BÉNÉFICE NET PAR ACTION

(1) Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, actifs gérés en extinction et éléments non-récurrents.

(2) Après déduction des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI au titre du premier semestre (respectivement 125 et 29 millions d'euros). A fin juin 2013, la plus-value nette d'impôt et des intérêts courus non échus relative au rachat de TSS est nulle.

0 800 850 820

(APPEL GRATUIT
DEPUIS UN POSTE FIXE
EN FRANCE)

www.societegenerale.com
Twitter: @SocieteGenerale

societegenerale@relations-actionnaires.com

Société Générale DEVL/INV
Relations actionnaires individuels
75886 Paris cedex 18

DEVELOPPONS ENSEMBLE

L'ESPRIT
D'ÉQUIPE  SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE

Édito (suite)

LES RÉSULTATS

Ces performances commerciales sont soutenues par d'importants efforts de réduction des coûts et une bonne maîtrise du coût du risque. Le plan de réduction des coûts annoncé au trimestre précédent est en cours de mise en œuvre : 170 millions d'euros d'économies ont été sécurisées, sur un plan total annoncé de 900 millions d'euros à horizon 2015. La baisse du coût du risque commercial s'est poursuivie au deuxième trimestre, confirmant la tendance du début d'année.

Le Groupe a continué ce trimestre à renforcer sa structure financière avec des ratios de solvabilité en ligne avec les exigences Bâle 3 et en avance sur sa feuille de route. Le ratio Core Tier 1 Bâle 3 est en progression sensible à 9,4 % à fin juin 2013, et l'objectif de 9,5 % à fin 2013, attendu par les marchés, est déjà sécurisé. Nous tirons les fruits de deux années de génération de capital soutenue et de réduction efficace de notre bilan. Notre profil de liquidité est également très satisfaisant, avec la forte progression des dépôts.

La deuxième étape de la transformation du Groupe est bien engagée, avec des dynamiques positives tant commerciales que financières dans tous les métiers. Elles vont se prolonger dans les deux prochaines années, avec une priorité donnée aux synergies de revenus et à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle. Fort d'un bilan très solide et de l'engagement de ses équipes, le Groupe est confiant dans sa capacité à dégager une rentabilité des fonds propres de 10 % à partir de fin 2015, et de figurer ainsi dans le peloton de tête des banques européennes.

Frédéric Oudéa,
Président-Directeur général



Société Générale conclut le 2^e trimestre 2013 sur une bonne performance commerciale, soutenue par d'importants efforts de réduction des coûts. Le revenu brut d'exploitation du Groupe progresse de 7,1 %*.

Réseaux FRANCE

Les Réseaux France enregistrent une activité commerciale robuste malgré un contexte macroéconomique difficile.

Dans un contexte de concurrence accrue sur la collecte de dépôts, les encours bilanciaux progressent de 9,8 %, tirés par la collecte sur les dépôts à terme qui progressent de 27,0 %. L'épargne réglementée (hors PEL) est également en forte hausse (+ 10,8 %), portée par les encours de livret A.

Les Réseaux France restent pleinement engagés auprès de leurs clients tant particuliers qu'entreprises. Néanmoins, la demande de financements demeure atone, comme en témoigne la stabilité des encours de crédits.

Les encours de crédits de fonctionnement accordés aux entreprises progressent de 3,0 %, alors que la faiblesse de la demande de crédits d'investissement se traduit par une baisse des encours de 2,0 %.

Les encours de crédits aux particuliers progressent (+ 0,6 %), tirés par les crédits immobiliers (+ 0,9 %).

Globalement les revenus des Réseaux France sont en hausse de 1,6 %. La marge d'intérêts (hors PEL/CEL) progresse de 1,9 %, grâce à un effet volume favorable sur les dépôts et à une évolution positive de la marge sur crédits. Les commissions sont en hausse de 4,4 %.

Réseaux INTERNATIONAUX

Les Réseaux internationaux démontrent leur résilience dans un contexte de ralentissement économique en Europe. L'activité commerciale est soutenue,

notamment dans la collecte de dépôts mais l'environnement de taux bas dans les principales implantations continue de peser sur les revenus.

En Russie, les résultats sont encourageants. L'activité commerciale reste dynamique ce trimestre avec une progression des encours de crédits particulièrement marquée sur la clientèle des particuliers (+ 20,5 %*) et une forte hausse des dépôts (+ 8,8 %*).

En République tchèque, Komerční Banka confirme son dynamisme commercial. Les encours de crédits enregistrent une progression de 4,9 %* et les encours de dépôts affichent une hausse de 5,0 %*.

En Roumanie, dans un contexte économique qui montre des signes d'amélioration, les encours de crédits de BRD sont en retrait (- 5,9 %*) par rapport à fin juin 2012 et dans le même temps, la collecte de dépôts progresse légèrement (+ 0,9 %*).

Dans les **autres pays d'Europe centrale et orientale**, les encours de dépôts poursuivent leur forte progression (+ 11,5 %*), particulièrement sur la clientèle des entreprises alors que l'activité de crédits est stable sur la même période.

Dans le **Bassin méditerranéen** et en **Afrique subsaharienne**, le Groupe a densifié son réseau de respectivement 18 et 19 agences supplémentaires sur un an.

Services financiers spécialisés ET ASSURANCES

Les **Services financiers spécialisés et Assurances** maintiennent leur très bonne performance, avec une contribution au résultat en progression de 18 %.

Le métier de **location longue durée et gestion de flottes de véhicules** affiche une croissance dynamique de son parc de 5,2 %⁽¹⁾ par rapport à fin juin 2012 avec près de 980 000 véhicules à fin juin 2013. Cette croissance s'appuie sur le développement réussi de ses partenariats avec des constructeurs automobiles et des réseaux bancaires.

Dans un contexte de ralentissement de l'investissement, la production du métier de

DU 2^e TRIMESTRE 2013

Financement des biens d'équipements professionnels est en repli de 8,1 %*. Les positions fortes du métier, notamment sur des programmes de financements internationaux permettent de maintenir les marges à un niveau élevé.

En **Crédit à la consommation**, dans un environnement peu porteur, la production résiste bien, enregistrant un léger repli de 1,9 %*, grâce aux partenariats en France et en Allemagne.

L'activité **Assurance** réalise une bonne performance, avec un produit net bancaire en hausse de 8,9 %*.

Banque de financement et d'investissement

Les revenus de la **Banque de financement et d'investissement (BFI)** sont en forte hausse (+ 38,0 %).

Les activités **Actions** réalisent une bonne performance commerciale, en particulier sur les produits structurés et sur les produits de flux en Asie.

Les activités **Taux, Changes et Matières premières** enregistrent des revenus en hausse de 17,2 %⁽¹⁾. Ces bons résultats, dans un environnement de marché volatil en fin de trimestre, s'expliquent par le dynamisme des activités de produits structurés et la bonne résistance des activités de taux et de crédit.



Les Services financiers spécialisés et Assurances maintiennent leur très bonne performance, avec une contribution au résultat en progression de 18 %



Les revenus des métiers de **Financement et Conseil** sont en hausse de 7,5 %⁽¹⁾. Le trimestre est caractérisé par une bonne performance des financements de ressources naturelles, infrastructures et exportations, et par le dynamisme des activités d'émissions obligataires et de financements à effet de levier. Cette performance a permis à la BFI de consolider son positionnement et de se classer n°1 en « émissions d'actions et convertibles en France », n°10 en « émissions d'actions et convertibles en EMEA » et n°3 sur les « émissions obligataires corporate en euros » (*Thomson Reuters – IFR, classements à fin juin 2013*).

La contribution aux revenus des **actifs gérés en extinction** est positive, à 84 M EUR. Société Générale a annoncé le 8 mai 2013 le règlement du litige avec l'assureur obligataire américain MBIA permettant d'accélérer la réduction de ce portefeuille.

Ainsi les encours d'actifs « non investment grade » ont été réduits de moitié entre décembre 2012 et juillet 2013.

Banque privée, Gestion d'actifs ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

Banque privée

La **Banque privée** connaît une forte reprise de ses revenus (+ 35,8 %*), soutenue par une bonne dynamique commerciale. Elle a été nommée « meilleure Banque Privée de l'année 2013 au Royaume-Uni » par le *Financial Times* et le magazine *Investors Chronicle*.

Services aux investisseurs (SGSS) et Courtage (Newedge)

Les activités de **Services aux investisseurs** voient leurs actifs en conservation progresser de 7 % et leurs actifs administrés de 15 % par rapport à fin juin 2012. L'activité **Courtage** améliore sa part de marché à 11,9 % (+ 0,2 point) et stabilise ses revenus par rapport au T1-13.

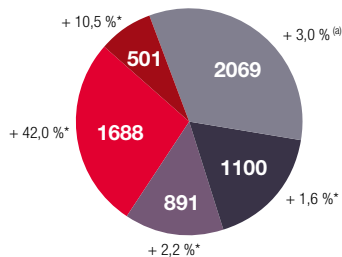
Gestion d'actifs

La contribution d'Amundi est de 27 M EUR sur le trimestre (vs 24 M EUR) et de 53 M EUR sur le semestre (vs 61 M EUR au S1-12).

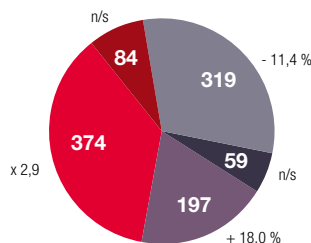
Hors PÔLES

Les revenus du Hors Pôles intègrent en particulier la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre (+ 53 M EUR) et le gain sur la cession de la participation dans Piraeus Bank (+ 33 M EUR).

Contribution des métiers au Produit Net Bancaire au 2^e trimestre 2013



Contribution des métiers au Résultat Net Part du Groupe au 2^e trimestre 2013



■ Réseaux France ■ Réseaux internationaux ■ Services financiers spécialisés et Assurances
 ■ Banque de financement et d'investissement ■ Banque privée, Gestion d'actifs et Services aux investisseurs
 en M EUR % vs T2-2012

* à données constantes.

(1) à isopérimètre.

(a) hors PEL/CEL.

NB : tous les pourcentages de variation sont calculés sur base T2-2013 versus T2-2012. Les ratios calculés sur une base différente font l'objet d'une mention explicite.

Formations

Deux nouvelles formations de l'École de la Bourse sont accessibles, à tout moment et en toute simplicité, depuis la rubrique guide de l'actionnaire du site www.societegenerale.com/actionnaire, puis en vous identifiant sur Mon espace actionnaire.

Le module « **Décrypter l'économie pour mieux comprendre la Bourse** » permet de décoder l'actualité et les principales logiques économiques pour analyser l'impact de la conjoncture sur les marchés financiers. Le module « **Planète Bourse: les acteurs des marchés financiers** » présente une vue générale des marchés financiers en réalisant une revue des principaux acteurs et des différents métiers.

Les applications « e-Learning » proposées par Société Générale et réalisées par l'École de la Bourse sont particulièrement pratiques et accessibles : vidéo du formateur en ligne, supports de cours synchronisés, plan détaillé et indexé, mots clés, documents annexés téléchargeables... Ces programmes pédagogiques en ligne, conçus pour une durée de 20 à 30 minutes, permettent un apprentissage simple et autonome.

© Fotolia : M.studio



Agenda

18 septembre 2013

Rencontre actionnaires à Strasbourg

27 septembre 2013

Le Village des Actionnaires à Paris

7 octobre 2013

Rencontre actionnaires à Annecy

7 novembre 2013

Publication des résultats du troisième trimestre 2013

22 novembre 2013

Rencontre actionnaires à Paris, Salon Actionaria

22 et 23 novembre 2013

Salon Actionaria à Paris

Société Générale en chiffres (données 2012)



76
pays



32

millions de clients particuliers



154 000

collaborateurs

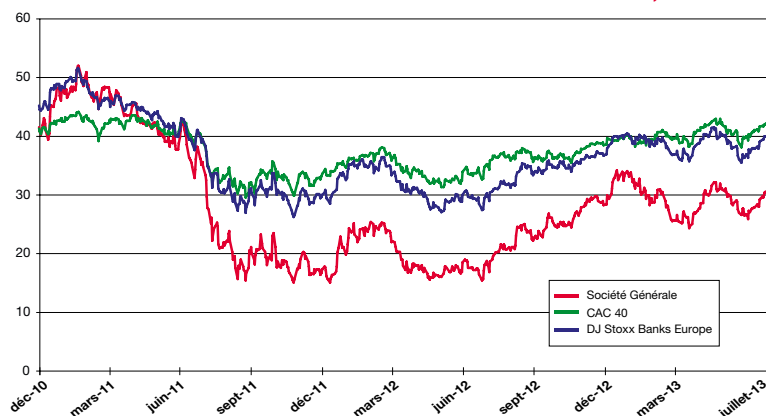


23,1 milliards d'euros
de Produit Net Bancaire

49,8 milliards d'euros
de capitaux propres part du Groupe

Vie de l'action

Cours de clôture de l'action Société Générale au 02/08/2013: 34,05 €



www.societegenerale.com

Les recommandations DES ANALYSTES

Consensus Bloomberg au 02/08/13 : 57,6 % sont à l'achat, 30,3 % sont neutres, 12,1 % sont à la vente.

La moyenne des objectifs de cours s'établit à 36,84€.

Sélection d'opinions de marché et objectifs de cours de l'action Société Générale parmi les analyses les plus récentes:

Credit Suisse	→ Surperformance	[01/08/2013 – 43,40€]
Keefe, Bruyette & Woods	→ Surperformance	[01/08/2013 – 49,70€]
RBC Capital Markets	→ Neutre	[01/08/2013 – 37€]
Exane BNP Paribas	→ Surperformance	[01/08/2013 – 34€]
Deutsche Bank	→ Achat	[01/08/2013 – 40€]
JP Morgan	→ Surpondéré	[01/08/2013 – 39€]
Nomura	→ Achat	[01/08/2013 – 40€]
Kepler Cheuvreux	→ Achat	[01/08/2013 – 40€]
Barclays	→ Neutre	[01/08/2013 – 32€]

Russie

UNE STRATÉGIE DE CROISSANCE RENTABLE EN ORDRE DE MARCHÉ



Frédéric Oudéa, Président-Directeur général du Groupe a réaffirmé en juin dernier, lors d'un voyage de presse organisé à Moscou avec les journalistes de la presse internationale, l'engagement stratégique de Société Générale en Russie et ses atouts pour réussir sur ce marché.

L'année 2013 marquera la confirmation du redressement des activités de Société Générale en Russie.

Compte tenu des perspectives de l'économie russe, Société Générale confirme que la Russie est l'un de ses marchés clé de croissance dans le cadre de la stratégie de développement diversifié à moyen terme. « En s'appuyant sur son modèle de banque universelle, le Groupe est convaincu d'avoir des atouts forts, tant au niveau local qu'international, pour proposer à ses clients russes une gamme unique et complète de services bancaires. Ses équipes poursuivent une feuille de route claire de redressement qui commence à porter ses fruits. Société Générale est en ordre de marche pour réaliser sa stratégie de croissance rentable en Russie et se positionner comme la banque universelle internationale leader en Russie » a rappelé Frédéric Oudéa.

Un marché clé, porteur de croissance et de perspectives à long-terme

Société Générale a effectivement construit son implantation en Russie dans une perspective de long terme. S'inscrivant dans la stratégie du Groupe de développer son modèle de banque universelle de manière diversifiée et équilibrée dans



Société Générale est en ordre de marche pour réaliser sa stratégie de croissance rentable en Russie et se positionner comme la banque universelle internationale leader en Russie



des économies en croissance, Société Générale a choisi la Russie comme l'un de ses marchés clés. Sur le moyen et long-terme, la croissance en Russie devrait être plus rapide que dans les pays de la zone euro. L'économie russe bénéficie d'atouts structurels (la taille de son marché intérieur, ressources naturelles, niveau d'éducation élevé, etc.) et d'un renforcement de ses

liens avec les acteurs économiques de la zone euro. Son secteur bancaire a un potentiel de développement significatif en raison du faible taux de bancarisation en Russie.

La combinaison unique d'un dispositif local complet avec des capacités mondiales

Société Générale en Russie bénéficie d'une combinaison unique avec un dispositif local complet et un accès aux capacités mondiales du groupe Société Générale. 23 000 collaborateurs sont au service de 5 millions de clients (particuliers et professionnels) au travers d'une organisation intégrée qui comprend Rosbank (un réseau bancaire à capitaux privés leader avec plus de 600 agences), Rusfinance (banque leader dans le crédit automobile) et DeltaCredit (banque leader dans le financement de crédit immobiliers). Les clients bénéficient également des synergies commerciales liées aux multiples activités du Groupe à la fois au plan local et global : des offres produits complémentaires comme les produits d'assurance ; l'expertise et l'accès mondial des lignes métiers du Groupe, en particulier dans les activités de la Banque de financement et d'investissement. Ce positionnement unique procure à Société Générale la taille critique pour capter le potentiel du marché russe dans le respect de la politique de risque du Groupe et des règles internationales en matière de conformité.

POLITIQUES MONÉTAIRES : LE NON CONVENTIONNEL DÉPL



© Fotolia : Jörg Hackemann

Depuis la faillite de Lehman en 2008, les banques centrales des pays industrialisés ont étendu leur action à des politiques monétaires dites « non conventionnelles », augmentant massivement la taille de leurs bilans. La nécessaire réabsorption des monceaux de liquidités injectées dans le système soulève des défis inédits.

Dès l'été 2007, les banques centrales des grands pays développés ont injecté d'énormes quantités de liquidités dans le système, afin de pallier la défaillance du marché interbancaire. Au fil du déroulé de la crise, elles ont considérablement abaissé leur taux d'intérêt directeur, jusqu'à atteindre, ou s'approcher du taux « plancher » de zéro. À partir de la fin de l'année 2008, elles ont adopté de nouvelles méthodes innovantes d'assouplissement monétaire en augmentant massivement la taille de leur bilan. Ces politiques ont eu deux objectifs : rétablir le fonctionnement des marchés et



© DR

Marie-Hélène Duprat

Conseiller auprès du Chef économiste chez Société Générale

de l'intermédiation bancaire ; introduire, une fois atteinte la limite inférieure à zéro sur les taux courts, des mesures de stimulation supplémentaires.

Trois grandes catégories de politiques non conventionnelles

Les grandes banques centrales ont recouru à trois grandes catégories de mesures non conventionnelles susceptibles d'être combinées :

- l'assouplissement quantitatif (en anglais « quantitative easing » ou QE),
- l'assouplissement du crédit (« credit easing » ou CE),
- la gestion des anticipations des agents.

L'assouplissement quantitatif consiste à fixer des objectifs quantitatifs sur le niveau souhaité des réserves excédentaires des banques commerciales ; il vise à augmenter la taille du passif de la banque centrale, donc la base monétaire. Le plus souvent, cette mesure est mise en œuvre par des achats de titres de dettes publiques considérés comme sans risque et liquides. Ainsi la banque centrale n'est-elle pas appelée à supporter un risque de crédit.

L'assouplissement du crédit a pour objectif de débloquer les marchés de crédit, en modifiant la composition de l'actif au bilan de la banque centrale, lequel est généralement constitué d'obligations d'État. L'altération de l'actif se fait via l'acquisition directe de titres de dette privée (billets de trésorerie, bons hypothécaires, etc.) auprès des banques, mais aussi auprès d'autres intermédiaires financiers ou non financiers. Ce faisant, la banque centrale assume un risque de crédit ou de liquidité. En l'absence d'opérations de stérilisation, l'assouplissement du crédit se traduit, tout comme l'assouplissement quantitatif, par un gonflement du bilan de la banque centrale et de la base monétaire.

'ARSENAL OYÉ

La banque centrale peut aussi s'attacher à ancrer les anticipations de taux futurs des agents en s'engageant sur la trajectoire future de son taux directeur, et ce afin d'abaisser les taux longs.

Des politiques efficaces pour stabiliser les marchés financiers

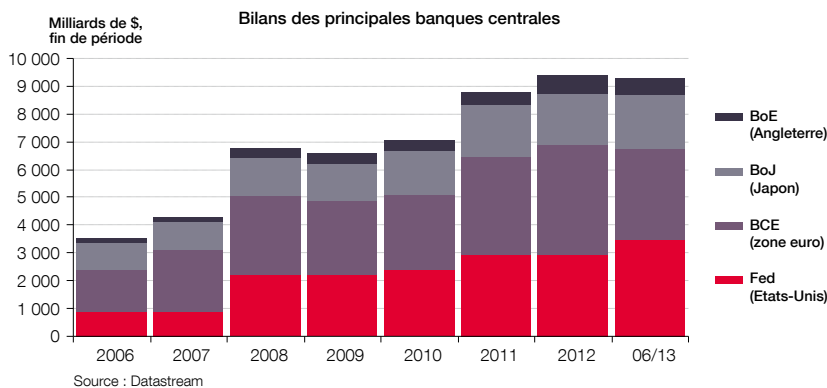
Les politiques hétérodoxes menées par les banques centrales depuis 2008 ont affiché des différences notables reflétant, dans une large mesure, les différences existant dans les modes de financement des économies. Ainsi, le crédit bancaire est-il, de loin, le mode de financement dominant des entreprises dans la zone euro, tandis qu'aux États-Unis les entreprises se financent essentiellement sur les marchés financiers. En conséquence, la BCE a privilégié les prêts aux banques, élargissant la gamme des actifs acceptés en garantie (une forme indirecte de CE). La Reserve fédérale (Fed) quant à elle, a, au moment de la crise du « subprime », massivement acheté des actifs devenus « toxiques » ou illiquides, afin de répondre aux dysfonctionnements de certains marchés ; puis elle a procédé à des achats fermes de Treasuries (QE), de façon à inciter les investisseurs à se reporter sur des actifs plus risqués et à en faire ainsi monter le prix. Les politiques non conventionnelles ont atteint leurs objectifs au cœur de la crise. Elles ont permis de juguler la crise de liquidité, évitant à l'économie mondiale un choc colossal. En favorisant la baisse des taux longs, elles

ont limité les tensions sur certaines dettes souveraines. Elles ont aussi soutenu les marchés d'actions, donc la richesse des agents privés. Mais ces politiques se sont généralement révélées peu efficaces sur la relance du crédit et de la croissance.

Les effets escomptés sur la croissance se font attendre

Cinq ans après l'éclatement de la crise financière, et en dépit de politiques monétaires ultra-accommodantes, la reprise économique dans les grands pays développés est encore timide, voire inexistante. Dans certains pays (Royaume-Uni, zone euro), cela peut être attribué, au moins en partie, à l'impact des politiques budgétaires restrictives. La forte

dépenser davantage, rendant la politique monétaire impuissante à faire repartir le crédit. Une troisième hypothèse renvoie à la « trappe à liquidité ». Une économie tombe dans une trappe à liquidité lorsque, en dépit de taux courts à zéro, la demande effective reste en-deçà de la production potentielle. Les agents sont alors indifférents entre détenir des titres ou de la monnaie, qui deviennent des substituts parfaits. Dans cette situation, l'injection de liquidités est épongeée par la thésaurisation, et la politique monétaire est incapable de relancer le crédit et l'activité. Pour encourager les ménages à dépenser et les entreprises à investir, les taux d'intérêt réels devraient baisser mais, sauf à augmenter l'inflation anticipée, cela est impossible, car les taux d'intérêts nominaux ne peuvent pas descendre en-dessous de zéro. L'exemple



création monétaire ne parviendrait pas à compenser l'effet récessif des politiques budgétaires sur la croissance. Une autre explication possible se rapporte au processus de désendettement du secteur privé auquel les économies industrialisées sont soumises depuis l'irruption de la crise financière. Contraints de se désendetter, les agents privés ne peuvent emprunter pour

le plus notoire de trappe à liquidité est le Japon dans les années 1990. Aujourd'hui, plusieurs grands pays sont confrontés à la fois à des taux courts à zéro (ou presque), et à d'importantes sous-capacités de production. Les États-Unis, cependant, enregistrent les premiers signes d'une reprise économique, et commencent à se poser la question de la sortie de la politique ultra-expansive de la Fed.

LA NORMALISATION DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE POSE DES DÉFIS INÉDITS

Réabsorber les montants exceptionnels de liquidités injectés dans le système sera nécessaire, au risque d'être confronté à la formation de bulles (actions, obligations d'État et d'entreprise, matières premières, devises émergentes, immobilier) et à une accélération de l'inflation pouvant conduire à la perte de confiance dans la monnaie. Toute la question est de savoir quand et comment sortir de ces « bazookas » monétaires. Une sortie prématurée ou trop brutale de ces politiques comporterait le risque de ralentir ou de casser la reprise économique et d'accroître les pressions déflationnistes. Elle serait également susceptible de déclencher une déstabilisation brutale des marchés financiers. Tous les investisseurs ont en mémoire le krach obligataire de février 1994, précipité par la hausse (modeste) des taux de la Fed (de 3 % à 3,25 %). La normalisation des politiques monétaires pourrait aussi provoquer des sorties importantes de capitaux des pays émergents vers les pays développés, donc des crises de change dans les pays émergents.

Innovation

Une expérience collaborative unique lancée sur les enjeux du numérique



© Philippe Zamora

Société Générale a associé l'ensemble de ses collaborateurs à une démarche de co-construction d'envergure. Invités à réfléchir aux mutations en jeu en matière de numérique, ils ont pu soumettre leurs suggestions sur les trois volets de la transition numérique du Groupe : les changements en matière de relations clients, les évolutions de leurs conditions de travail et les impacts sur les systèmes technologiques.

Du 21 mai au 21 juin, plus de 1 000 idées ont été proposées par les collaborateurs dans 19 pays. Ces idées ont ensuite été soumises au vote de l'ensemble des collaborateurs et 16 000 votes ont permis de sélectionner les plus populaires, par catégorie. Les 10 premières ont ainsi été présentées le 8 juillet, lors d'un événement interne en présence de Frédéric Oudéa, PDG du

Groupe, Françoise Mercadal-Delasalles, Directrice des Ressources et de l'Innovation, Caroline Guillaumin, Directrice de la Communication, ainsi que des intervenants externes comme le philosophe Michel Serres.

Elles seront ensuite intégrées et détaillées dans un livre blanc numérique, qui sera remis aux responsables des activités du Groupe pour étudier leur faisabilité. « Nous avions l'intuition et la conviction que ce sujet justifiait une autre approche, moins classique, plus innovante : la démarche collaborative nous est apparue comme une évidence pour conduire une telle réflexion. Nos collaborateurs se sont montrés largement volontaires pour participer au débat. Cet événement est à la fois une clôture et un point de départ », a expliqué Françoise Mercadal-Delasalles.

RSE

La Semaine de la Citoyenneté 2013 réunit plus de 10 000 collaborateurs !

Organisée début juin dans l'ensemble du Groupe, la 6^e édition de la « Citizen Commitment Week » a mobilisé plus de 10 000 collaborateurs dans 46 pays. Les nombreux défis solidaires qui ont eu lieu chaque jour ont permis de récolter plus de 600 000 €. Ces fonds seront reversés aux associations caritatives partenaires de la Fondation d'entreprise Société Générale pour la Solidarité, dédiée à l'insertion professionnelle.

L'accent a été mis cette année sur le parrainage des personnes en recherche d'emploi. Les collaborateurs avaient notamment

la possibilité de donner de leur temps pour répondre à des questions de demandeurs d'emploi suivis par des associations partenaires, et ont ainsi donné 1 100 conseils.

En dehors de la course cycliste « Paris to London Bike Ride » et la course à pied interentreprises « Special Olympics » sur le parvis de la Défense, des rencontres et des animations ont été organisées en région ainsi qu'à l'international. Elles ont toutes suscité un fort engagement de la part des collaborateurs, pour lesquels cette « Citizen Commitment Week » est devenue un rendez-vous attendu.



© DR

Retrouvez toutes les initiatives organisées à travers le monde sur :

<http://www.citizen-commitment.com/>

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. S.A. au capital de 998 320 373,75 euros – SIÈGE SOCIAL à Paris, 29 bd Haussmann – 552 120 222 00013 R.C.S. Paris, Direction de la Communication –
 ADRESSE POSTALE : Tours Société Générale, 75886 Paris Cedex 18 – DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Caroline Guillaumin –
 RÉALISATION : Studio Société Générale – DÉPÔT LÉGAL : août 2013 – ISSN : 1258-8679 – Impression : Galiote-Prenant - 94400 VITRY SUR SEINE
 Loi n° 78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vos droits d'accès, de rectification et d'opposition à nos fichiers
 peuvent être exercés auprès du service Relations actionnaires individuels.